



HAL
open science

Post-scriptum. Pour une étude des configurations politiques locales

Joël Gombin, Pierre Mayance

► **To cite this version:**

Joël Gombin, Pierre Mayance. Post-scriptum. Pour une étude des configurations politiques locales. Joël Gombin et Pierre Mayance. Droit(es) aux urnes en région PACA !L'élection présidentielle de 2007 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, L'Harmattan, pp.277-284, 2009, Cahiers politiques. <halshs-00448718>

HAL Id: halshs-00448718

<https://shs.hal.science/halshs-00448718v1>

Submitted on 21 Nov 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

POST SCRIPTUM. POUR UNE ETUDE DES CONFIGURATIONS POLITIQUES LOCALES

Joël Gombin

Université de Picardie Jules Verne, CURAPP, UMR 6054, CNRS

Pierre Mayance

Université Paris Dauphine, IRISSO, UMR 7170, CNRS

Au terme de cet ouvrage, tentons d'effectuer un bilan des contributions présentées, en pointant les apports et les limites de l'entreprise. Il ne s'agit pas ici de céder à l'exigence académique d'une synthèse unificatrice, qui accorderait *ex post* une homogénéité parfaite à des textes de fait relativement hétérogènes. Il s'agit plutôt d'évaluer la stratégie de recherche qui fut celle des auteurs de cet ouvrage, stratégie que l'on pourrait caractériser par au moins deux éléments : d'une part, il s'agit d'une stratégie *à l'économie* : elle recourt à des données peu coûteuses et aisément disponibles. D'autre part, le choix de s'intéresser à un cas d'étude circonscrit dans l'espace et dans le temps relève d'une stratégie *en biais*, qui a l'ambition d'apporter des éléments de réponse à des questions générales de sociologie politique et électorale sans pour autant que la méthode utilisée ne soit d'emblée généralisante.

La plupart – si ce n'est l'ensemble – des contributions présentées dans cet ouvrage utilisent comme matériau empirique des données statistiques issues de l'activité administrative de l'État. Il s'agit en premier lieu des données électorales. En France, les

résultats des élections politiques sont diffusés au niveau de la commune par le ministère de l'Intérieur, de sorte que les chercheurs disposent de données de grande qualité – la collecte de ces données faisant l'objet, pour des raisons évidentes, d'une grande attention des pouvoirs publics – caractérisées, en particulier, par le fait qu'il s'agit de données enregistrant des comportements réels : par définition, ce sur quoi l'on travaille lorsqu'on utilise les résultats électoraux est l'agrégation de marques matérielles des comportements électoraux individuels – les bulletins de vote. Si nous soulignons ce qui peut sembler être une tautologie, c'est pour en souligner le contraste avec le matériau constitué par les « sondages²⁶⁶ » – préélectoraux ou postélectoraux –, qui ne fournit à l'analyste que la formulation, dans le cadre d'une situation bien particulière – la situation d'enquête, qui induit de sérieux biais, à commencer par le biais de non-réponse – d'une intention de vote ou de la remémoration d'un vote passé²⁶⁷. La certitude de travailler sur des données réalistes n'est pas rien, en sciences sociales en général et en sociologie électorale en particulier. Elle possède toutefois un prix : celui de renoncer *a priori* à l'équation qui sous-tend une large part de la littérature reposant sur des sondages d'opinion, qu'on peut formuler ainsi : un vote = une opinion, équation déjà fustigée par Pierre Bourdieu²⁶⁸ dès 1973. Il convient toutefois de souligner que l'ambition de placer cette équation au cœur des recherches électoralistes remonte à André Siegfried lui-même, dont la grande-œuvre, le *Tableau politique de la France de l'Ouest*²⁶⁹, constitue le

²⁶⁶ Nous plaçons ce terme entre guillemets parce que le terme de sondage désigne à strictement parler une technique statistique, celle qui consiste à inférer les caractéristiques d'une population à partir de celles d'un échantillon (normalement aléatoire) de cette population. Le terme en est toutefois venu à désigner, tant dans son usage courant que par certains de ses usages savants en sciences sociales, les enquêtes d'opinion dont la justification repose initialement sur la théorie des sondages.

²⁶⁷ Parmi l'abondante littérature sur la critique des sondages, nous renvoyons en particulier à l'ouvrage de Patrick LEHINGUE, *Subunda. Coup de sonde dans l'océan des sondages*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2007, qui propose une discussion étayée et complète sur ce sujet.

²⁶⁸ Pierre BOURDIEU, « L'opinion publique n'existe pas », *Les Temps modernes*, n° 318, 1973, p. 1292-1309

²⁶⁹ André SIEGFRIED, *Tableau politique de la France de l'Ouest*, Paris, Armand Colin, 1913

modèle même de la recherche fondée sur des données électorales agrégées. En effet, dans cet ouvrage, Siegfried consacre une large partie des développements introductifs à tenter de démontrer – avec, à notre sens, assez peu de succès – que les votes qu’il commente sont la traduction d’opinions politiques. Peut-être faut-il voir là l’origine de cette chose assez curieuse que, pour de nombreux électoralistes, l’objet de la sociologie électorale n’est pas tant le vote pour lui-même que le vote comme indice, trace d’une réalité plus profonde que serait l’opinion (qui, dans les approches psychosociologiques du vote, est elle-même le produit d’une attitude, « état de préparation à un certain mode d’action » selon la définition proposée par Allport²⁷⁰). On trouve ceci très nettement formulé chez Guy Michelat et Michel Simon par exemple²⁷¹. Toujours est-il que les travaux fondés sur des données agrégées devraient, à notre sens, renoncer – au moins provisoirement – à l’équation un vote = une opinion pour ne considérer que les votes, en n’écartant pas l’hypothèse que ces votes soient ce que Franck Franceries appelle des « votes aveugles²⁷² », un « état de corps » avant d’être un « état d’âme ». En d’autres termes, rien n’assure *a priori* qu’un bulletin glissé dans une urne est bien – comme le veulent aussi bien la théorie normative de la démocratie que les courants dominants de la sociologie électorale – le fruit d’une réflexion éclairée ou tout au moins des opinions de l’électeur. Au contraire, pourquoi ne pas accorder au vote le même traitement théorique qu’à bien d’autres comportements sociaux, dont on a pu montrer qu’ils relèvent avant tout d’effets de positions et de dispositions sans que la réflexivité ne joue un rôle explicatif majeur ?

Ce *caveat* – qui n’en est pas un, puisque à tout prendre être forcé à reconsidérer le statut épistémologique et théorique du vote n’est pas sans vertus scientifiques – étant posé, on voit tout l’intérêt de recourir à des données électorales agrégées. Pour des raisons très prosaïques d’abord : ces données sont distribuées

²⁷⁰ Gordon W. ALLPORT, « Attitudes », in C. M. Murchison (dir.), *Handbook of social psychology*, vol. 2, Worcester, Mass., Clark University Press, 1935, p. 798-844

²⁷¹ Guy MICHELAT, Michel SIMON, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la FNSP, 1977

²⁷² Franck FRANCERIES, « Des votes aveugles. L'exemple des électeurs FN en milieu populaire », *Politix*, n° 22, 1993, p. 119-137

gratuitement et disponibles pour tout un chacun auprès du ministère de l'Intérieur. C'est un atout non négligeable, qui permet à la sociologie électorale française de ne pas être soumise à un monopole de fait, dans la mesure où peu de laboratoires, pour ne pas dire un seul, sont en mesure de financer de grandes enquêtes par sondage pré- et post-électorales. Même si les résultats de ces enquêtes sont généralement mis à la disposition de la communauté scientifique – après une période d'embargo – il n'en reste pas moins que la définition même du questionnaire et du protocole de recherche reste du seul ressort du commanditaire de l'enquête. Dès lors, les coûts impliqués par les enquêtes par sondage entraînent inéluctablement dans une dynamique monopolistique dans un pays comme la France où le marché universitaire est de petite taille et peuplé d'institutions possédant des moyens très faibles. Dans ces conditions, le recours à des données agrégées apparaît comme une alternative efficace, permettant un réel pluralisme des recherches.

On aurait tort pourtant de ne voir les recherches fondées sur ces données que comme la « sociologie électorale du pauvre ». Outre qu'elles eurent, leurs lettres de noblesse, ces productions possèdent une réelle richesse, comme nous l'avons illustré dans le présent ouvrage. Le déplacement de perspectives qu'elles induisent permet de poser d'autres questions de recherche, ou d'éclairer d'un jour différent des questions classiques. De plus, la possibilité de disposer, outre des données électorales, de données socio-démographiques de diverses sources (recensement, données fiscales, recensement agricole...) à des échelles territoriales fines (généralement, la commune ou le canton) permet une finesse d'analyse que les données issues de sondages n'autorisent pas. Le chapitre de Joël Gombin sur les votes pour les droites illustre ainsi comment le fait d'utiliser une nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles (PCS) en quarante-deux positions plutôt qu'en huit, comme le font les sondages, permet d'accroître de manière très significative la portée explicative de la variable de position sociale. Tout le débat engagé dans la littérature internationale depuis une trentaine d'années sur le déclin supposé du vote de classe devrait ainsi être relu à la lumière du rôle des instruments que l'on se donne pour appréhender les comportements électoraux. Il n'est en effet pas du tout impossible

que, dans une certaine mesure au moins, le déclin supposé du vote de classe ne soit en réalité la conséquence d'une incapacité croissante de nos outils analytiques (index d'Alford²⁷³, PCS...) à saisir les divisions sociales pertinentes.

Le chapitre de Joël Gombin et Pierre Mayance sur les votes des zones rurales et agricoles illustre pour sa part comment on peut mobiliser des données territorialisées (ici, celles du recensement agricole) pour produire une intelligibilité à laquelle les études fondées sur des sondages ne peuvent prétendre. Ce texte illustre de plus une des vertus de l'analyse écologique : en substituant les territoires aux électeurs comme individus statistiques, elle règle les problèmes statistiques liés aux faibles effectifs de certains groupes sociaux – comme les agriculteurs – dans les échantillons des enquêtes par sondage.

Par définition, les données territorialement agrégées qui ont été utilisées dans la plupart des contributions de cet ouvrage sont territorialisées. Elles présentent donc l'intérêt de réintroduire la dimension spatiale et territoriale dans l'analyse du vote, dimension qui était centrale dans la tradition d'analyse siegfriedienne mais qui disparut dès lors que le sondage s'imposa comme outil principal de l'analyse électorale, en raison du coût élevé de production d'un sondage qui a pour conséquence, en France, que les échantillons sont nationaux (ils sont parfois stratifiés régionalement, mais cela ne permet pas, sauf exceptions, d'en faire des traitements statistiques régionalisés). Cela est d'ailleurs lié assez étroitement à certaines caractéristiques françaises : sa relativement petite taille, la faiblesse financière de ses universités et centres de recherche, sa conception jacobine. On aurait donc tort de lier trop étroitement une technologie de recherche et les recherches qui s'appuient dessus, sans prendre en compte le contexte politique, économique et social dans lequel ces recherches sont produites.

Les contributions présentes dans cet ouvrage interrogent ainsi les territoires pertinents d'analyse et montrent l'intérêt de faire

²⁷³ Rappelons que l'index d'Alford mesure le vote de classe en calculant la différence entre le vote à gauche des ouvriers et le vote à gauche des non-ouvriers. On voit immédiatement à quel point cet outil ne permet d'appréhender que très partiellement le « vote de classe » ou, pour le dire autrement, l'effet de la position sociale sur le comportement électoral.

varier les focales afin de dessiner des logiques d'unité et de diversité d'une région dans sa complexité. Elles examinent les catégories territoriales, travaillent leurs spécificité, mais distinguent aussi la pluralité des réalités observables dans celles-ci.

Dans sa contribution, Laurent Chalard prend comme catégorie d'analyse territoriale l'aire métropolitaine. En se penchant sur celles de Marseille et de Nice, il met à jour les logiques à l'œuvre dans l'explication du vote d'extrême-droite aux élections présidentielles. Il distingue au sein de ces aires, des dynamiques d'urbanisation différenciées, typiques du phénomène de métropolisation, et fait éclater ainsi la catégorie parfois trop unifiante de périurbain.

Christine Fauvelle-Aymard, Abel François et Patricia Vornetti quant à eux, par leur travail sur les comportements électoraux dans les ZUS permettent de poser la question du lien entre un dispositif de politique publique (*policies*) et les comportements électoraux (*politics*). Ils démontrent à la fois les comportements spécifiques, mais aussi les différences, posant par là même la question de quel type de ZUS explique en réalité ces différences.

Le département aussi est travaillé comme territoire pertinent. Cécile Crespy et Loïc Le Pape montrent en quoi les Alpes de Haute-Provence et les Hautes-Alpes s'inscrivent certes dans des traditions politiques différentes, mais répondent finalement aux mêmes logiques d'organisation du vote.

Comparaison entre départements, mais aussi département comme cadre d'analyse. Jean de Pena, Pierre-Olivier Salles et Aurélia Troupel, s'intéressent à l'histoire politique des Alpes-Maritimes. Ils rappellent les retournements électoraux au sein de ce territoire, histoire politique plus complexe que les résultats électoraux actuels pourraient le suggérer.

Christèle Marchand-Lagier, utilise la région PACA pour réinterroger la question des élections intermédiaires et de leur rôle dans le cycle politique. Les résultats de son analyse localisée des liens complexes entre abstention et vote Front national ont une portée nationale.

L'intérêt pour les dynamiques territoriales et le gain heuristique opéré par la territorialisation des données utilisées sont nets dans

la plupart des contributions présentées dans cet ouvrage. Qu'il s'agisse d'éclairer les dynamiques socio-politiques des Alpes-Maritimes ou celles de l'arrière-pays alpin, d'interroger ce que fait la métropolisation aux comportements électoraux ou bien les spécificités des ZUS, dans chaque cas c'est à un réencastrement des comportements électoraux dans leurs espaces de production qu'il est procédé, ce qui permet de remettre en perspective en la relativisant la thèse de la nationalisation des comportements électoraux. Certes, la scène politique française est unifiée du point de vue de l'offre : tous les grands partis sont présents sur l'ensemble du territoire, il n'existe pas de systèmes politiques locaux obéissant à des logiques radicalement distinctes de celles qui prévalent au centre. Pour autant, si l'on renonce à penser les rapports entre centre et périphérie, national et local, échelle macro et échelle méso autrement que sur le mode de la règle et l'exception, la norme et la déviance qui sont les termes qui, inconsciemment peut-être, caractérisent la thèse de la nationalisation des comportements électoraux, on apercevra que les moyennes que l'on peut observer au plan national, et dont le sondage est l'outil privilégié d'appréhension, ne sont jamais qu'une facette d'une réalité qui, appréhendée à une autre échelle, présente parfois un degré élevé d'hétérogénéité, ou de variance pour le dire en termes statistiques. Il n'y a objectivement pas de raison scientifique pour que la moyenne nationale soit *a priori* considérée comme la norme dont les comportements électoraux s'écarteraient parfois localement, auquel cas il faudrait rechercher les causes – forcément exceptionnelles – de cette exception. La variété des configurations politiques locales de la France est à redécouvrir, non pas pour en revenir à la situation que décrivait François Goguel en 1951²⁷⁴, lorsque la sociologie électorale ne consistait alors qu'en une juxtaposition de monographies régionales, mais afin d'éclairer de différentes manières les grandes questions qui traversent la sociologie électorale. On l'aura compris, il ne s'agit pas tant ici de plaider pour telle méthode ou tel type de données que de faire l'éloge du pluralisme et du croisement des approches. Sans doute est-ce à ce prix qu'on pourra espérer échapper aux myopies respectives de chacun des types

²⁷⁴ François GOGUEL, « Esquisse d'un bilan de la sociologie électorale française », *Revue française de science politique*, n° 3, 1951, p. 277-297

d'approches possibles. Espérons donc que les travaux ici engagés, et qui prolongent ceux coordonnés par Christophe Traïni en 2004²⁷⁵, trouvent à la fois des suites en PACA et des équivalents dans d'autres territoires.

²⁷⁵ Christophe TRAÏNI, (dir.), *Vote en PACA. Les élections de 2002 en Provence-Alpes-Côte d'Azur*, Paris, Khartala, 2004

BIBLIOGRAPHIE

ALLPORT Gordon W., « Attitudes », in Murchison Carl M., (dir.), *Handbook of social psychology*, vol. 2, Worcester, Mass., Clark University Press, 1935, p. 798-844

BOURDIEU Pierre, « L'opinion publique n'existe pas », *Les Temps modernes*, n° 318, 1973, p. 1292-1309

FRANCERIES Franck, « Des votes aveugles. L'exemple des électeurs FN en milieu populaire », *Politix*, n° 22, 1993, p. 119-137

GOGUEL François, « Esquisse d'un bilan de la sociologie électorale française », *Revue française de science politique*, n° 3, 1951, p. 277-297

LEHINGUE Patrick, *Subunda. Coup de sonde dans l'océan des sondages*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2007

MICHELAT Guy, SIMON Michel, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la FNSP, 1977

SIEGFRIED André, *Tableau politique de la France de l'Ouest*, Paris, Armand Colin, 1913

TRAÏNI Christophe, (dir.), *Vote en PACA. Les élections de 2002 en Provence-Alpes-Côte d'Azur*, Paris, Khartala, 2004